

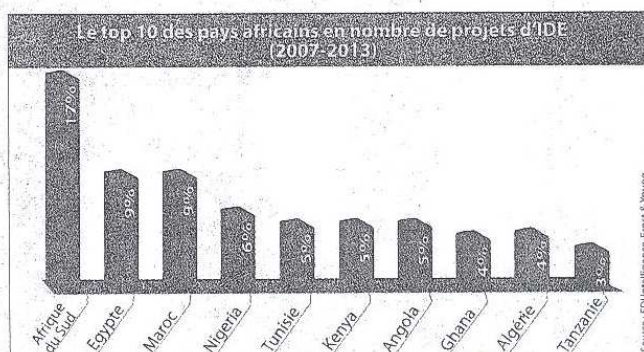
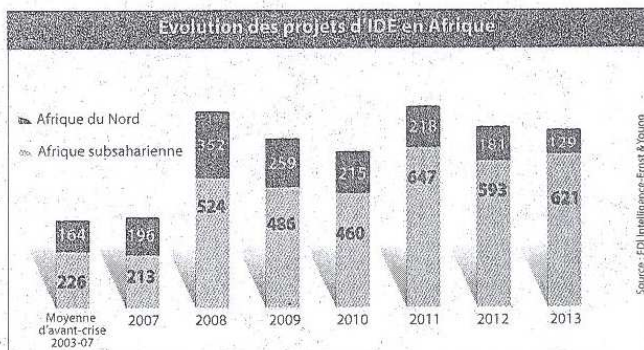
# Le Maroc, champion en Afrique du Nord

Dans son rapport 2014 sur l'attractivité de l'Afrique, le cabinet Ernst&Young indique que le Maroc et l'Égypte restent les pays les plus attractifs des investissements directs étrangers dans la région. Les deux pays ont drainé plus de 60% des projets réalisés entre 2007 et 2013 dans le continent.

Le Maroc demeure le pays qui attire le plus d'investissements directs étrangers (IDE) en Afrique du Nord aux côtés de l'Égypte. C'est en substance la perception de plus de 55% des investisseurs internationaux interrogés par le prestigieux cabinet d'études international, Ernst&Young (E&Y). Dans son rapport 2014 sur l'attractivité de l'Afrique qui vient de tomber, le cabinet affirme que ce jugement est relativement proche de la réalité puisque le Maroc et l'Égypte auront drainé 61% des projets d'IDE entre 2007 et 2013 dans le continent. Mieux, le Maroc est le seul pays à afficher en 2013 une croissance de 24% des flux d'investissements étrangers en Afrique du Nord, à en croire les conclusions du rapport qui tient en 102 pages.

Toutefois, force est de constater que de nouveaux pôles d'attractivité des IDE commencent à émerger dans le continent. En effet, le document indique que des mouvements importants ont été constatés en 2013 parmi les 10 premiers pays bénéficiaires. Ainsi, seuls l'Afrique du Sud et le Nigeria ont pu conserver leurs positions de premier et troisième dans le classement par rapport à 2012, avec respectivement 142 et 58 projets. Le nombre d'IDE est toutefois en léger recul dans ces deux pays. D'autres pays comme le Kenya (68 projets), le Ghana (58 projets) ou encore le Mozambique (33 projets) grimpent dans le classe-

ment. Par ailleurs, des pays comme la Zambie et l'Ouganda ont fait leur entrée dans le top 10 en 2013 avec respectivement 25 et 21 projets. Ils affichent du coup une progression de plus de 20% par rapport à 2012. En revanche, des pays du Maghreb, le Maroc, la Tunisie et l'Égypte en l'occurrence, reculent dans le classement, selon E&Y qui ne livre pas de détails. À noter aussi qu'en 2013, les régions ouest et est du continent dament le pion pour la première fois à l'Afrique du Nord. Elles deviennent les deuxième et troisième sous-régions les plus attractives après la partie méridionale. Dans son analyse des potentialités de l'Afrique, E&Y soutient que le continent peut se targuer de ses ressources naturelles, essentielles dans les processus industriels, mais aussi de son avantage d'être une région en pleine transition industrielle. Ce qui en fera dans le futur un hub industriel mondial. Le continent a donc la cote puisqu'il offre de faibles coûts du travail. Résultats des courses, cette transition pourrait être un élément déclencheur d'un phénomène de migration industrielle vers les pays africains eu égard, surtout, au climat d'investissement favorable offert. Les experts du cabinet international citent, d'ailleurs, l'exemple du Maroc et de la Tunisie qui ont tendance à devenir des hubs pour l'industrie aéronautique et spatiale. «Plusieurs entreprises de ces secteurs ont décidé



de s'installer dans ces pays, le Maroc et la Tunisie, en raison des faibles coûts de production qu'ils offrent et surtout de leur proximité géographique avec les autres continents comment l'Europe. En septembre 2013, l'avionneur canadien Bombardier avait démarré la construction de sa nouvelle usine à Casablanca. L'unité basée au Midparc (Nouaceur) devrait être opérationnelle d'ici la mi-2014», souligne le rapport. Ernst&Young rappelle que la société canadienne prévoit d'investir plus de 200 millions de dollars d'ici 2020 dans le Royaume.

Autres avantages, le continent béné-

ficie d'un accès préférentiel à la fois aux marchés américain et européen. Sans oublier, le boom de l'immobilier notamment.

Le document, qui combine une analyse des investissements internationaux en Afrique depuis 2003 avec une enquête menée cette année auprès de plus de 500 chefs d'entreprise dans le monde, indique que les dernières statistiques font état d'un tassement du nombre de projets IDE. Concrètement, ils sont passés de 774 en 2012 à 750 en 2013. Motif, des incertitudes qui planent notamment sur l'Afrique du Nord. Mais ce chiffre demeure nettement supérieur aux 390 projets relevés en moyenne annuelle avant l'enclenchement de la crise.

Les experts du cabinet précisent que des différences notables se font jour entre les tendances des IDE en Afrique du Nord et celles de l'Afrique subsaharienne. «Alors que les IDE ont diminué de près de 30% dans la partie septentrionale, les projets lancés en Afrique subsaharienne sont en progression de 4,7%, inversant ainsi la tendance négative constatée en 2012. Et en franchissant pour la première fois le seuil des 80%, la proportion de projets d'IDE en Afrique subsaharienne creuse encore davantage l'écart entre ces deux sous-régions», décrypte le rapport. ■

Saïd Naoumi

## Le Royaume-Uni, premier investisseur étranger en Afrique en 2013

Avec 104 projets en 2013, le Royaume-Uni est le leader des investissements étrangers en Afrique. Le pays a clairement détrôné les États-Unis, recalés à la deuxième position avec à peine 78 projets, en baisse de 20% par rapport à 2012. L'Afrique du Sud, troisième plus important investisseur, a réalisé 63 projets sur le reste du continent, soit une régression de 16% par rapport à 2012. Mais il affiche une progression significative par rapport à la période pré-crise, où le pays n'avait à son actif que 12 projets en moyenne. Le cabinet note, par ailleurs, une importante

reprise des projets d'IDE espagnols et japonais, qui sont en hausse de 52 et 77% respectivement. Les investissements intra-africains gagnent eux aussi du terrain. «Les investisseurs africains ont ainsi presque triplé leur part dans les projets d'IDE sur les dix dernières années, passant de 8% en 2003 à 22,8% en 2013. Cette croissance est alimentée par la nécessité d'améliorer les chaînes de valeur et de renforcer l'intégration au niveau régional», détaille E&Y. Un autre facteur de croissance est la bonne connaissance du marché par les investisseurs africains, qui en perçoivent

les opportunités et les défis. Le Maroc en est justement un puisqu'il intensifie depuis déjà quelques années ses investissements en Afrique subsaharienne notamment au Sénégal, Gabon, Mali, Côte-d'Ivoire, etc. «Les investisseurs externes apportent des capitaux, des compétences et des technologies à long terme, tandis que les investissements intra-africains créent un cercle vertueux qui encourage l'arrivée d'investissements étrangers plus importants», analyse Michael Lalor, responsable du Centre de partenariat pour les affaires africaines d'Ernst&Young.